



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°34 – Du 20 octobre au 26 octobre 2023

En bref

Afghanistan : Une délégation de l'Autorité de chemins de fer afghane s'est récemment rendue en Russie. Le Programme alimentaire mondial lance un appel de 19 M USD pour fournir une aide alimentaire d'urgence à l'Afghanistan.

Bangladesh : En dépit de sa graduation à horizon 2026, le Bangladesh continuera de bénéficier d'une extension d'avantages en franchise de droit. Les réserves de change brutes du pays continuent de s'amenuiser. Le Fonds monétaire international a accepté d'assouplir les conditions du programme octroyé au Bangladesh. Le gouvernement signe avec la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Union européenne (UE) des accords de prêts et de subvention d'un montant total de 477 M EUR.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Selon Standard & Poor's, l'économie indienne enregistrerait un doublement de son PIB d'ici 2030, pour devenir la troisième économie mondiale. *Politique monétaire* : Nouvelles tensions sur les taux à dix ans indiens. Tensions à prévoir sur la liquidité bancaire au cours des prochaines semaines. La RBI offre à la Russie une nouvelle facilité permettant de placer ses excédents en roupies sous forme de titres d'Etat à plus d'un an.

Népal : La difficulté d'une entente concernant la tarification complexifie la signature de l'accord tripartite d'électricité entre le Népal, le Bangladesh et l'Inde. L'agence japonaise de coopération internationale (JICA) va participer au financement de nouvelles infrastructures routières à Katmandou.

Pakistan : FMI : Visite des services programmée le 2 novembre prochain, dans le cadre de la 1^{ère} revue de l'accord de confirmation. Déficit budgétaire de 0,9% du PIB et solde primaire excédentaire de 0,4% du PIB au T1 2024. Contraction du déficit courant au T1 2024. Publication du rapport annuel de la Banque centrale – « des premiers signes d'amélioration ». Augmentation du tarif du gaz provenant du GNL de 3,8 % pour le mois d'octobre. Chine – Participation du Premier ministre du gouvernement de transition pakistanais au 3^{ème} Forum BRI. Le Pakistan a officiellement demandé à l'Arabie saoudite de prolonger la facilité pétrolière d'1 Md USD avec paiement différé pour l'année calendaire 2024. La Banque islamique de développement revient sur son engagement de 3,3 Mds USD. La SBP pointe l'endettement du secteur des télécoms pakistanais alors que son rendement est l'un des plus faibles au niveau mondial. La BASD approuve une assistance technique pour la résilience côtière dans le Sindh.

Sri Lanka : Les services du FMI parviennent à un accord avec les autorités sri-lankaises au sujet de la première revue du programme prévu dans le cadre de l'*Extended Fund Facility* (EFF) du Sri Lanka. Renforcement du partenariat stratégique sino-sri-lankais par la signature de Déclarations Conjointes. Un investissement supplémentaire de China Harbour à Sri Lanka.

Afghanistan

Une délégation de l'Autorité de chemins de fer afghane s'est récemment rendue en Russie

Le directeur de l'Autorité des chemins de fer afghans, accompagné d'une délégation, s'est rendu en Russie pour participer à la réunion "Astrakhan International", avec pour objectif d'attirer les investissements internationaux vers les projets ferroviaires afghans. Compte tenu de l'enclavement géographique de l'Afghanistan, l'événement représentait une aubaine stratégique pour l'administration talibane qui voit le développement ferroviaire comme un catalyseur pour l'essor du commerce extérieur, dimension sur laquelle le régime Taliban met un accent particulier afin de revitaliser l'économie du pays.

Par ailleurs, un adjoint du ministère de l'Économie afghan par intérim a saisi cette opportunité pour souligner l'importance de la convergence des financements vers le projet ferroviaire Khawaf-Herat, qui consiste à relier l'Iran à l'est et l'Afghanistan à l'ouest par une voie ferrée transfrontalière de 225 km de long, qui une fois développée pourrait drastiquement stimuler les exportations et améliorer la connectivité régionale.

Le Programme alimentaire mondial lance un appel de 19 M USD pour fournir une aide alimentaire d'urgence à l'Afghanistan

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a lancé un appel urgent de 19 M USD pour venir en aide aux dizaines de milliers de personnes touchées par une série de tremblements de terre dévastateurs dans l'ouest de l'Afghanistan. Ces tremblements de terre, dont un d'une magnitude de 6,3 sur l'échelle de Richter, ont détruit une douzaine de villages, fait des milliers de victimes et tué plus de 2000 personnes, selon l'Organisation mondiale pour la santé (OMS). Les tremblements de terre ont détruit 25 000 bâtiments, forçant les survivants à se réfugier sous des tentes par crainte des répliques. Plus de 90 % des victimes étaient des femmes et des enfants.

En revanche, les problématiques de sous-financement, de quelque 400 M USD, auxquelles fait face l'organisation, ont contraint cette dernière à réduire l'aide alimentaire prématurément, expliquant entre autres cet appel d'urgence. En outre, à l'approche de l'hiver, il est d'autant plus important d'assurer la continuité de l'aide humanitaire. Par ailleurs, l'Afghanistan, sujet à de nombreux tremblements de terre, est confronté à des défis supplémentaires quant à la réponse humanitaire aux catastrophes. En effet, le régime Taliban, au pouvoir depuis août 2021, entretient des relations tendues avec les organisations d'aide internationale, qui ne reconnaissent pas officiellement le régime, en raison de la marginalisation des femmes dans l'espace public et de la violation de leurs droits fondamentaux.

Bangladesh

En dépit de sa graduation à horizon 2026, le Bangladesh continuera de bénéficier d'une extension d'avantages en franchise de droit

Le Bangladesh conservera son accès au marché en franchise de droits même après avoir quitté le statut de Pays le moins avancé (PMA) en novembre 2026, à la suite d'une décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'étendre les mesures de soutien aux pays récemment sortis du statut de PMA.

Cette décision, qui vise à assurer une transition graduelle pour les PMA, a été prise lors d'une réunion du Conseil général préparant la 13^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC en février 2024. Bien que l'OMC n'ait pas précisé la durée de cette prolongation, elle constitue une étape cruciale pour aider les PMA sortants, dont le Bangladesh, à soutenir leur croissance économique. Les négociations avec divers pays et organisations avaient pour but d'obtenir une prolongation de six ans en raison des défis économiques posés par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine.

Actuellement, parmi les 48 PMA, le Bangladesh est l'un des pays qui dépend le plus des avantages liés aux droits de douane, avec plus de

73 % de ses exportations bénéficiant d'avantages commerciaux. Des discussions sont actuellement en cours au sein du sous-comité des PMA concernant l'extension des dispositions spéciales existantes de l'OMC après l'obtention du diplôme, avec la participation active du Bangladesh.

Les réserves de change brutes du pays continuent de s'amenuiser

Les réserves brutes de change du Bangladesh sont tombées en deçà de 21 Mds USD, conformément à la méthodologie du sixième manuel de balance des paiements du FMI (BPM6). Selon les données de la Banque du Bangladesh, les réserves sont passées de 23,2 Mds USD à la fin du mois d'août à 20,9 Mds USD désormais, soit une baisse de plus de 2 Mds USD en l'espace de seulement deux mois et demi.

La baisse des réserves est attribuée aux interventions continues de la Banque centrale sur le marché des changes. Lors de l'exercice budgétaire précédent, la Banque a vendu près de 13,6 Mds USD de réserves afin de maintenir la valeur du Taka par rapport au dollar.

Par ailleurs, l'amenuisement des réserves est également la conséquence de la vente de dollars aux Banques d'État afin d'assurer une couverture des lettres de crédit dans le but de maintenir les importations de biens essentiels tels que le carburant et les engrais, dont la volatilité des prix, engendrée par l'invasion russe en Ukraine, entrave les capacités d'approvisionnement du Bangladesh. Dans ce contexte, au cours des trois premiers mois de l'année budgétaire (mi-juillet à mi-septembre), près de 3,8 Mds USD ont été cédés aux Banques d'État pour l'approvisionnement de ces produits de première nécessité.

Dans les efforts déployés pour enrayer la crise, le gouvernement a mis en place un dispositif de restriction des importations d'articles de luxe, ayant permis une diminution des ouvertures de lettres de crédit de plus de 18 % (en g.a.) au cours du trimestre juillet-septembre de l'année budgétaire en cours. Par ailleurs, pour rappel, le Fonds monétaire international porte assistance

au Bangladesh dans le cadre d'un programme d'un montant de 4,7 Mds USD.

Le Fonds monétaire international a accepté d'assouplir les conditions du programme octroyé au Bangladesh

Le Fonds monétaire international (FMI) a accepté de réviser l'objectif de réserves de change du Bangladesh dans le cadre de son programme de 4,7 Mds USD.

En effet, le FMI va réduire l'objectif de réserves de change d'environ 6,7 Mds USD, fixant le nouvel objectif à 20,2 Mds USD d'ici juin 2024, gage de soulagement pour le Bangladesh qui peine à reconstituer son stock de réserves en dollars. La mission du FMI a également revu à la baisse l'objectif de collecte des recettes du gouvernement en raison des difficultés rencontrées, dans un contexte électoraliste. Les économistes ont salué la décision du FMI, mais ont souligné la nécessité d'une gestion des réserves prudente pour atteindre les nouveaux objectifs. Le pays attend actuellement la deuxième tranche du prêt.

Le gouvernement signe avec la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Union européenne (UE) des accords de prêts et de subvention d'un montant total de 477 M EUR

Le gouvernement du Bangladesh a signé à Bruxelles, mercredi 25 octobre, sept accords d'un montant total de 477 M EUR avec la BEI et l'UE. Le Premier ministre Sheikh Hasina, Mme Teresa Czerwinska, vice-présidente de la BEI, et Mme Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, étaient présentes lors de la cérémonie de signature.

Ces accords comprennent un prêt de 350 M EUR et 127 M EUR d'aides non-remboursables. Le prêt de 350 M EUR de la BEI servira à financer des projets de production d'énergies renouvelables de la division Énergie du gouvernement et sera accompagné d'une subvention de 45 M EUR de l'UE. En outre, six accords de financement de subventions d'un montant total de 82 M EUR couvrent diverses initiatives telles que le développement du capital humain, la transition vers l'énergie verte, l'accélération de la

numérisation de l'administration, la promotion des droits du travail, la prévention de la violence envers les femmes et du passage à l'échelle de la construction écologique. Les projets seront mis en œuvre par différents ministères et divisions du gouvernement bangladais.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Selon Standard & Poor's, l'économie indienne enregistrerait un doublement de son PIB d'ici 2030, pour devenir la troisième économie mondiale

Le PIB indien doublerait d'ici 2030, passant de 3500 Mds USD en 2022 à 7300 Mds USD en 2030. Cette évolution serait le fruit de la dynamique favorable conduisant à un élargissement de la classe moyenne, sous l'effet de tendances démographiques portées par la jeunesse de la population, de l'urbanisation croissante et de la hausse des revenus, conjuguées à la révolution numérique en cours, qui serait de nature à modifier considérablement le profil de consommation des agents économiques au cours de la décennie. Cette prévision fait écho à celle du FMI, qui s'attend que le PIB de l'Inde dépassera celui de l'Allemagne dès 2026, une année avant le Japon, et qu'il atteindra un montant de 6000 Mds USD en 2028 ; les estimations de S&P se fondent sur une progression de 6,6% au cours de l'exercice (donc au-dessus du consensus et même de la RBI, qui table sur une croissance de 6,5%), puis de 6,3% en moyenne sur les trois exercices suivants. Cette dynamique devrait en outre être portée par des entrées massives d'IDE, attirés par les orientations favorables du marché intérieur indien et sans doute également la reconfiguration des chaînes de valeur internationales.

Politique monétaire

Nouvelles tensions sur les taux à dix ans indiens

Un mois après la publication effectuée le 22 septembre de l'inclusion indicelle des obligations d'Etat indiennes dans l'indice JP Morgan GBI-EM, qui avait entraîné ponctuellement une détente des taux à dix ans indiens en-deçà de 7,20%, ces derniers se sont tendus à 7,38% le 23 octobre. Ce regain de tensions s'explique par des facteurs principalement exogènes, au nombre desquels la dérive des cours du pétrole ainsi que la percolation des taux longs américains sur les taux indiens, induite par les émissions massives de titres d'Etat américains au dernier trimestre et une conjoncture économique demeurée favorable, malgré le resserrement de la politique monétaire américaine depuis deux ans. Les facteurs endogènes à l'origine de la hausse des taux longs indiens résultent des annonces d'opérations d'open market de la RBI destinées à drainer de la liquidité par des cessions de titres d'Etat et sans doute également des craintes des intervenants de marché liées à l'échéance du swap de change de 5 Mds USD à dix-huit mois mis en place en avril 2022.

Un autre facteur de tensions résulte de la faiblesse de l'écart existant entre le taux à dix ans indien et son équivalent américain. Alors que sur longue période, cet écart s'inscrit à 400-500 points de base, il n'est plus que de 250 points de base. Il conviendra de voir dans quelle mesure le niveau actuel des taux à dix ans indiens est compatible avec un courant d'achat nourri des non-résidents en titres d'Etat indiens, dans la perspective de l'inclusion indicelle, qui débutera en juin 2024 et s'étalera sur une durée de dix mois. Pour mémoire, dans les minutes du dernier Conseil de Politique Monétaire qui s'est tenu début octobre, l'un des membres du Conseil, Mme Goyal, a attribué la baisse de cet écart à la nette amélioration des fondamentaux indiens.

Tensions à prévoir sur la liquidité bancaire au cours des prochaines semaines

Deux facteurs ponctuels ont pu peser sur la liquidité bancaire au cours des dernières semaines. Tout d'abord, une partie des coupures de 2000 INR, censées revenir dans le circuit monétaire pour être échangées ou donner lieu à augmentation des dépôts bancaires, sont demeurées dans les encaisses oisives des agents économiques. Il s'agit certes d'une partie infinitésimale de ces coupures, soit 4% du total et 140 Mds INR (1,7 Md USD), qui n'est pas revenue dans le circuit monétaire. L'autre élément conjoncturel est la venue à échéance d'un swap de 5 Mds USD initié en avril 2022 à un moment de tensions sur la devise et au cours duquel la RBI avait vendu des dollars pour les échanger contre des roupies auprès du système bancaire. Ce faisant, la RBI retirait de la liquidité hors du secteur bancaire. Dix-huit mois plus tard, lors du dénouement du swap, l'opération inverse est mise en place, les banques bénéficiant d'une injonction de liquidité à due concurrence des dollars qu'elles restituent à la Banque centrale. Dans un contexte où la RBI continue de chercher à éviter une trop forte diminution des taux du marché interbancaire, il est probable, comme le marché s'en est fait l'écho, que le swap a été prorogé au-delà de sa date d'échéance.

Les autres facteurs susceptibles de peser sur la liquidité au cours des prochaines semaines sont liés à la période des fêtes, qui entraînent d'importantes sorties de numéraire hors du système bancaire.

Au-delà de ces facteurs ponctuels, la RBI se montre préoccupée par l'existence de déséquilibres sur le marché interbancaire, au sein duquel les banques ayant des excédents de liquidité cherchent à les parquer plutôt qu'à les prêter aux banques ou institutions financières (NBFC) en situation de pénurie de liquidité. Une réunion est prévue en fin de semaine prochaine, les 2 et 3 novembre, entre la RBI et les hauts responsables de plusieurs banques publiques, privées et étrangères, afin d'examiner les moyens permettant un retour à l'équilibre du marché interbancaire. Comme l'a indiqué le Gouverneur Das, « il est souhaitable que les banques en situation d'excédents étudient les moyens de les

prêter sur le marché interbancaire plutôt que de les parquer à un taux peu concurrentiel, celui des facilités de prêts permanentes, soit 6,25% ». Une telle situation explique en partie le fait que les banques en situation de pénurie recourent à la facilité de prêt marginale, poussant à la hausse les taux interbancaires vers ce niveau, ce dont les banques créditrices tirent parti. Un autre élément explique l'attentisme des banques, le fait que les cessions de titres annoncées par la RBI dans le cadre d'opérations d'open-market n'aient toujours pas donné lieu à mise en œuvre. Le déficit de liquidité bancaire serait de l'ordre de 1000 Mds INR le 25 octobre, soit 12 Mds USD.

La RBI offre à la Russie une nouvelle facilité permettant de placer ses excédents en roupies sous forme de titres d'Etat à plus d'un an

La RBI offre aux 22 pays détenant des comptes en INR leur permettant de régler leurs échanges en roupies la possibilité d'investir en titres d'Etat à plus d'un an le surplus déposé sur ces comptes. Une nouvelle mesure de réglementation du contrôle des changes stipule en effet que toute personne non-résidente détentrice d'un compte en INR au sens de la réglementation 7 (1) du contrôle des changes peut procéder à des achats/ventes de titres d'Etat aux conditions définies par la RBI. Cette clause devrait faciliter la gestion de trésorerie en roupies de la Russie, dont les excédents en devises indiennes étaient estimés à quelque 7 Mds USD à fin septembre 2023. Préalablement à ce dispositif, seuls deux canaux permettaient aux non-résidents d'investir en titres d'Etat, le canal dit FPI (Foreign Portfolio Investor) et/ou le *Special Rupee Vostro Account*. A ce jour, la RBI a habilité vingt banques, dites *Authorised Dealers* à ouvrir des comptes vostri en roupies aux banques de 22 pays (Bangladesh, Biélorussie, Botswana, Fidji, Allemagne, Guyana, Israël, Kazakhstan, Kenya, Malaisie, Maldives, Ile Maurice, Birmanie, Nouvelle-Zélande, Oman, Royaume-Uni, Singapour, Sri Lanka, Ouganda et Russie. Compte tenu de la volatilité actuelle des taux de rendement à long terme indiens, il est douteux toutefois que la Russie cherche à allonger considérablement la durée de son portefeuille en roupies.

Népal

La difficulté d'une entente concernant la tarification complexifie la signature de l'accord tripartite d'électricité entre le Népal, le Bangladesh et l'Inde

Le Népal a exprimé des incertitudes concernant sa capacité à honorer l'exportation des quelque 40 MW d'électricité vers le Bangladesh, promis dans le cadre de l'accord multipartite trouvé en août dernier entre le Népal, l'Inde et le Bangladesh. La tarification demeure la principale raison du retard des négociations. De plus, le contexte électoraliste du Bangladesh participe au ralentissement de la procédure de signature finale, bien que l'accord porte sur des contrats de vente d'électricité sur cinq ans. Toutefois, le Népal et l'Inde semblent alignés sur la plupart des aspects.

Pour rappel, bien qu'encore au stade préliminaire, un accord multipartite entre l'Inde, le Bangladesh et le Népal avait été trouvé en août dernier, consistant à livrer de l'électricité au Bangladesh via l'Inde, provenant des surplus de l'hydroélectricité enregistrés lors de la saison des pluies au Népal.

L'agence japonaise de coopération internationale (JICA) va participer au financement de nouvelles infrastructures routières à Katmandou

Le gouvernement népalais s'apprête à construire un viaduc et un tunnel à Katmandou, afin de réduire les embouteillages quotidiens. Le coût du projet est estimé à environ 25 Mds NPR, soit l'équivalent de 190 M USD. Un accord de prêt avec la JICA est en cours. Le plan retenu prévoit la construction d'un passage souterrain à Koteswar Chowk et d'un pont aérien à Tinkune et Jadibuti.

L'initiative, initialement annoncée dans les politiques et programmes de l'année budgétaire 2017/18, a pris de l'ampleur après une étude menée par la JICA. En effet, celle-ci a fortement recommandé au gouvernement la réalisation du projet afin de maintenir une circulation

ininterrompue sur le périphérique et de faciliter le trafic au sein des voies urbaines.

Pakistan

FMI : visite des services programmée le 2 novembre prochain au Pakistan, dans le cadre de la première revue de l'accord de confirmation (SBA - Stand-by Arrangement)

La Résidente du Fonds Monétaire International (FMI) au Pakistan, Mme Esther Perez Ruiz, a annoncé une visite des services du Fonds au Pakistan à partir du 2 novembre prochain. La mission sera conduite par le chef de mission Pakistan, Nathan Porter, et portera sur la première revue du programme FMI en cours. Sous réserve d'un accord des services (*staff level agreement*) et d'un passage au Conseil d'administration du Fonds qui pourrait intervenir en décembre, cette revue devrait donner lieu à un décaissement de 710 M USD, auquel viendraient s'ajouter des aides budgétaires de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement pour un montant total de 1 Md USD. La revue portera sur les résultats du premier trimestre de l'année budgétaire 2023-24 (juillet-septembre) ainsi que sur les critères de performance quantitatifs et cibles indicatives budgétaires (maîtrise du déficit) et de politique monétaire (retour à un fonctionnement normal du marché des changes et réduction du différentiel entre le taux de change interbancaire et le taux informel).

Le ministère des Finances annonce un déficit budgétaire de 0,9% du PIB et un solde primaire excédentaire de 0,4% du PIB au T1 2024

Le ministère des Finances a publié les résultats du premier trimestre de l'exercice budgétaire 2023/2024, d'où il ressort :

- un déficit budgétaire de -0,9%, contre 1% au cours du T1 2022/2023, mais en hausse de 19% en g.a. en valeur absolue ;
- un solde primaire excédentaire de 0,4% du PIB (417 Mds PRK, 1,5 Md USD), contre 0,2% au T1

2022/2023, supérieur aux attentes du FMI d'un solde primaire excédentaire de 0,1%.

Sur le plan des recettes, les recettes non fiscales ont connu une augmentation substantielle de 100% en g.a., totalisant 468 Mds PKR, principalement en raison de la collecte de prélèvements pétroliers (petroleum levy). Les recettes fiscales collectées par le *Federal Bureau of Revenue* (FBR) sont également en progression de 25% pour atteindre 2,04 Tr. PKR (7 Mds USD).

En raison de l'augmentation des taux d'intérêt, le service de la dette a augmenté de 45% en g.a. pour atteindre 1,38 Md PKR, ce qui représente 40% de l'ensemble des dépenses budgétaires et le montant des revenus nets du gouvernement fédéral (après transfert aux provinces). 90% est consacré au remboursement de la dette domestique. La part croissante du service de la dette explique l'augmentation de 29% en g.a. des dépenses budgétaires, alors que les dépenses consacrées aux subventions et aux programmes de développement (PSDP) ont été significativement réduites.

Contraction du déficit courant au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2024

Le déficit courant en septembre s'élevait à 8 M USD, en baisse de 95% par rapport au mois d'août, et de 98% en g.a. Sur le premier trimestre de l'exercice budgétaire 2023/2024, le déficit courant a atteint 947 M USD, en baisse de 58% par rapport au T1 23.

D'après la SBP, les importations de biens ont chuté de 24 % à 12,46 Mds USD au T1 2023/2024, contre 16,35 Mds USD au T1 2022/2023. Les transferts de migrants ont baissé de 20 % à 6,33 Mds USD au T1 24, contre 7,89 Mds USD au T1 23. Les exportations de biens ont baissé de 5% à 7,02 Mds USD au T1 24, contre 7,38 Mds USD pour la période correspondante de l'année dernière.

Publication du Rapport annuel de la Banque centrale – « des premiers signes d'amélioration ».

Dans son rapport annuel, [State of Pakistan's Economy](#), la SBP indique que la situation économique commence à montrer quelques « premiers signaux d'amélioration ».

Au cours de l'année écoulée, l'économie pakistanaise a fait face à de nombreux chocs internes et externes (guerre en Ukraine, augmentation des cours des matières premières, resserrement mondial de la politique monétaire, inondations de l'été 2022, instabilité politique, hausse des dépenses budgétaires, instabilité politique), qui ont été exacerbés par les fragilités structurelles du pays et se sont traduits par une croissance quasi nulle (0,3%) et une forte inflation.

La Banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP) prévoit une croissance du PIB comprise entre 2 et 3% pour l'exercice budgétaire 2023-24, contre une projection de 3,5% sur laquelle se base le budget 2024. L'élimination des mesures de contingentement des importations devrait « stimuler la croissance de l'industrie manufacturière ainsi que des exportations ». Le rebond attendu de la production de coton et de riz soutiendra la croissance agricole.

Sur le plan budgétaire, le rapport estime que le déficit budgétaire serait de l'ordre de 7 à 8 % en raison de la part élevée du service de la dette, tandis que les dépenses hors intérêts devraient rester contenues en raison de la baisse des subventions. Une reprise timide de l'activité économique est susceptible de renforcer la collecte des recettes fiscales.

Augmentation du tarif du gaz provenant du GNL de 3,8 % pour le mois d'octobre

Le gouvernement augmentera les prix du gaz naturel liquéfié regazéifié (RLNG) pour les sociétés Sui Gas jusqu'à un demi-dollar par MMBTU, ce qui équivaut à une augmentation de 3,8 % pour octobre 2023. Le retard de quatre mois dans cette décision d'augmenter le tarif du gaz naturel a entraîné une dette circulaire de 78 Mds PKR dans le système gazier pakistanaise.

En parallèle, le gouvernement de transition a annoncé en début de semaine que le Comité de coordination économique présidé par la ministre des Finances, le Docteur Shamshad Akhtar, soumettrait au cabinet fédéral une proposition d'augmentation des tarifs du gaz, pour remplir les conditions du FMI. Après approbation, le prix moyen du gaz devrait augmenter de 53 %,

passant de 914 Rs/MMBtu à Rs 1397/MMBtu, permettant de générer 57 Mds PKR (195 M USD) de revenus supplémentaires.

Chine – Participation du Premier ministre du gouvernement de transition pakistanais au 3^{ème} Forum Belt and Road Initiative (BRI)

Une délégation pakistanaise, conduite par le Premier ministre du gouvernement de transition, s'est rendue à Pékin du 16 au 20 octobre pour participer au 3^{ème} forum BRI. S'agissant des grands projets d'infrastructures et de la réalisation du CPEC, le communiqué conjoint indique que les deux parties sont convenues d'accélérer le développement du port de Gwadar, la modernisation du tronçon ferroviaire ML-1. 20 accords et protocoles d'accord ont été signés en marge du Forum entre la Chine et le Pakistan, dans les infrastructures, les mines, l'industrie, le développement vert et à faible émission de carbone, la santé, la coopération spatiale, l'économie numérique, l'énergie (MoU entre Pakistan Refinery Limited et United Energy Group of China pour un projet de raffinerie), le développement et l'exportation de produits agricoles vers la Chine.

Le Pakistan a officiellement demandé à l'Arabie saoudite de prolonger la facilité pétrolière de 1 Md USD avec paiement différé pour l'année calendaire 2024

Le Pakistan a formulé une demande officielle pour bénéficier de la prolongation de la facilité pétrolière saoudienne au-delà de décembre 2023, dont il bénéficie depuis l'année 2022, d'un montant de 1 Md USD de livraison de pétrole brut, avec paiement différé à compter de janvier 2024. Les autorités saoudiennes n'ont pas donné leur confirmation de principe à cette demande, et les modalités exactes seront définies au cours des deux prochains mois, y compris en matière de coût et de conditions. La facilité pétrolière saoudienne a été intégrée dans l'accord de confirmation de 3 Mds USD et devrait donc faire l'objet d'un échange entre le Fonds et les autorités saoudiennes. Pour mémoire, le Pakistan a reçu pour 700 M USD de pétrole brut saoudien entre janvier et septembre 2023.

La Banque islamique de développement revient sur son engagement de 3,3 Mds USD

La Banque islamique de développement (BIsD) s'était engagée à fournir 3,3 Mds USD au titre du mécanisme ITFC (Islamic Trade Finance Corporation) au cours des deux années budgétaires 2022/2023 et 2023/2024. La BIsD revient sur son engagement et indique qu'elle réduirait son engagement de 1 Md USD à une somme annuelle qui pourra être comprise entre 250-500 M USD sous forme de prêts syndiqués pour 2023/2024. La BIsD produira une décision officielle et une enveloppe précise concernant ce changement de stratégie pendant la réunion de son Conseil d'administration en décembre 2023.

La SBP pointe l'endettement du secteur des télécoms pakistanais alors que son rendement est l'un des plus faibles au niveau mondial

La SBP souligne notamment le fait que le revenu moyen annuel par utilisateur du secteur des télécommunications n'est que de 0,8 USD au Pakistan, contre une moyenne mondiale de 8 USD.

La Banque asiatique de développement approuve une assistance technique pour la résilience côtière dans le Sindh

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé une assistance technique de 2 M USD pour les études de faisabilité d'un projet de résilience côtière dans la province du Sindh. Ce projet se concentrera sur les districts de Thatta, Sujawal et Badin. Les conditions dans ces districts ont été dégradées, entraînant un affaissement des terres, des inondations, une érosion et une intrusion saline.



Sri Lanka

Les services du FMI parviennent à un accord avec les autorités sri-lankaises au sujet de la première revue du programme prévu dans le cadre de l'Extended Fund Facility (EFF) du Sri Lanka

Une mission du Fonds Monétaire International s'est rendue à Sri Lanka du 14 au 27 septembre 2023, pour la première revue du programme d'ajustement économique prévu dans le cadre de son financement (Extended Fund Facility ou EFF). Les services du FMI et les autorités sri-lankaises après examen, sont parvenus à un accord sur la conclusion de cette première revue. La validation de cet accord et le décaissement de la deuxième tranche (300 MUSD) restent soumis à l'approbation de la Direction et du Conseil d'Administration du FMI. Pour mémoire, un premier décaissement de 330 millions d'USD a été versé au mois de mars. La validation par le conseil d'administration est conditionnée au respect de deux exigences (1) la mise en œuvre par les autorités sri-lankaises de mesures additionnelles dont le détail n'a pas été communiqué et (2) l'achèvement de l'examen des garanties de financement des créanciers. Les services ont souligné que les critères quantitatifs du programme étaient globalement remplis. L'inflation est passée de 70% en septembre 2022 à 1,3% en septembre 2023, les réserves de change ont augmenté d'1,5 Md USD et les pénuries des produits de première nécessité se sont fortement atténuées. Toutefois, le FMI souligne que la dynamique de croissance reste faible, le PIB s'étant contracté de 3,1% en g.a au 2^{ème} trimestre. Les services du Fonds ont salué les efforts entrepris par les autorités concernant la mise en place de réformes, notamment dans le domaine fiscal et ont encouragé le gouvernement à poursuivre ses efforts dans ce domaine ainsi qu'à restructurer les entreprises publiques, à mettre en place des prix de marché pour les carburants et l'électricité et à renforcer le système de protection sociale pour protéger les populations vulnérables. L'incertitude face au niveau des réserves extérieures subsiste également et a été soulignée. Enfin, le FMI insiste sur le fait que pour garantir une croissance

durable, il est impératif que les autorités sri-lankaises parviennent à un accord avec leurs créanciers sur le traitement de la dette en conformité avec les engagements pris dans le cadre du programme.

Renforcement du partenariat stratégique sino-sri-lankais par la signature de Déclarations Conjointes

Sur invitation du Président de la République Populaire de Chine, le Président du Sri Lanka, Ranil Wickremesinghe, a participé au troisième forum de la Belt and Road Initiative pour la coopération internationale du 16 au 20 octobre. Les deux Présidents ont signé plusieurs protocoles d'accord et ont publié une déclaration conjointe. Le Président sri-lankais réaffirme sa volonté de participer activement à la BRI et a signé avec Xi Jin Ping un protocole d'accord (Memorandum of Understanding) pour l'accélération conjointe de la formulation du plan de coopération sur la « Belt and Road Initiative ». Pour mémoire, la ville nouvelle Colombo Port City et le port d'Hambantota Port sont des projets phares de la Belt and Road Initiative entre les deux pays. Le Sri Lanka s'est engagé à faciliter l'accueil des entreprises chinoises qui jouent un rôle majeur dans le développement économique du pays. La Chine va continuer d'encourager ses entreprises à investir au Sri Lanka et y conduire des partenariats. Ces accords portent également sur des sujets tels que la coopération agricole, le renforcement des interactions entre les PME chinoises et sri-lankaises, la consolidation dans le domaine de la science et de l'éducation, avec notamment la « China Sri Lanka joint Centre of science and Education », la culture, le tourisme, le climat, etc. Un accord de mise en œuvre de logements subventionnés par la Chine pour les catégories à faible revenu à Colombo a également été signé.

Un investissement supplémentaire de China Harbour à Sri Lanka

Ranil Wickremesinghe s'est entretenu à l'occasion de son déplacement en Chine avec le président de CCCC (China Communications Constructions Company). CCCC est la maison



mère de China Harbour Engineering qui a obtenu en 2016 la concession de Colombo Port City, et qui a investi dans ce cadre 1,5 Md USD pour créer un espace de 269 hectares gagnés sur la mer destinés à accueillir une ville nouvelle. La réunion s'est tenue en marge de la visite du Président en Chine pour le 10^{ème} anniversaire du forum de la BRI. Au cours de cette rencontre, Ranil Wickremesinghe et le Président de CCCC ont signé un accord-cadre de coopération prévoyant un investissement de 1,56 milliard USD. Le financement prévoit un investissement supplémentaire dans Colombo Port City et la construction d'une autoroute surélevée qui connectera l'aéroport de Colombo à la ville portuaire de Colombo.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Service économique régional de New Delhi

Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

© DG Trésor